

Appels à projets extraordinaires dans le cadre du décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes.

Les présents appels à projets extraordinaires visent à valoriser les initiatives permettant la transmission de l'histoire des crimes couverts par le décret à savoir les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre mais aussi l'histoire des actes de résistance posés contre ces crimes perpétrés dans le cadre des phénomènes de colonisation et de décolonisation qui ont caractérisé l'histoire contemporaine de l'Europe et de la Belgique en particulier au Congo-Rwanda-Burundi.

Dans le cadre du décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes, la Fédération Wallonie-Bruxelles lance :

- un appel à projets extraordinaire visant à recueillir, à valoriser, à exploiter ou à préserver des témoignages (art.15);
- un appel à projets extraordinaire visant à organiser des séminaires à destination des enseignants ou des visites en réel ou en virtuel de lieux de mémoire (art. 16) ;
- un appel à projets extraordinaire pour la réalisation de productions diverses en lien avec l'objet du décret et avec la thématique du présent appel (art.17).

Les dossiers introduits dans le cadre de ces appels extraordinaires doivent porter exclusivement sur des projets en lien avec la transmission de l'histoire des crimes perpétrés dans le cadre des entreprises coloniales des nations européennes contemporaines parmi lesquelles figure le cas de la Belgique au Congo-Rwanda-Burundi. Les présents appels visent aussi les crimes commis lors des mouvements d'indépendance des colonies à l'égard des métropoles.

La connaissance du passé constitue la pierre angulaire de la construction du futur. Il est donc primordial de fournir aux générations futures et à la société civile dans son ensemble les outils conceptuels et historiques pour qu'elles puissent décrypter le monde dans lequel elles vivent et sont amenées à agir.

La connaissance historique peut nous aider à tirer les leçons du passé et à construire une société plus juste et respectueuse de la dignité humaine. Dans ce cadre, les phénomènes liés à la colonisation européenne de l'époque contemporaine et à la décolonisation au 20^{ème} siècle exercent encore aujourd'hui une influence sur notre société et nous interrogent.

Les présents appels à projets souhaitent encourager les initiatives visant à étudier et faire connaître l'histoire des crimes de la période coloniale mais également des actes de résistance contre ces crimes.

Les projets éligibles doivent avoir un lien avec ces thématiques et peuvent consister en :

- Article 15 : le recueil, la valorisation, l'exploitation ou la préservation de témoignages.
- Article 16 :
 - Visites, en « réel » ou en virtuel, de lieux de mémoire.
 - Séminaires : organisation de séminaires, en présentiel ou en virtuel, à l'intention des enseignants sur les thématiques spécifiques de l'appel.
- Article 17 : réalisation de productions pouvant notamment revêtir les formes suivantes : dossiers pédagogiques, exposition, représentation théâtrale, production audio-visuelle, publication, activités de sensibilisation et d'information.

Dans tous les cas, ces productions devront comporter obligatoirement un volet pédagogique exploitable en milieu scolaire et/ou par le secteur associatif.

Conscients du fait que les enfants d'aujourd'hui seront la mémoire de l'humanité de demain, la Fédération Wallonie-Bruxelles et le Conseil de la transmission de la Mémoire accorderont, lors de l'évaluation des projets, une attention particulière à la sensibilisation des enfants et des adolescents au travail de mémoire et à leur implication active dans la mise en œuvre des projets afin que les atrocités commises par le passé ne se reproduisent pas à l'avenir.

Ces appels à projets sont ouverts du 15 décembre 2022 au 31 janvier 2023.

APPEL A PROJETS VISANT À RECUEILLIR, À VALORISER, À EXPLOITER OU À PRÉSERVER DES TÉMOIGNAGES : CAHIER DES CHARGES

Dans le cadre du décret, la Fédération Wallonie-Bruxelles lance un appel à projets visant à recueillir, à valoriser, à exploiter ou à préserver des témoignages en lien avec l'objet du décret (art. 15) et la thématique du présent appel.

Pour les développements, il est renvoyé au site de la Cellule de coordination pédagogique Démocratie ou barbarie et du Conseil de la transmission de la mémoire (www.decretmemoire.cfwb.be / www.democratieoubarbarie.cfwb.be) sur lequel sont consultables :

- le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes, ci-après dénommé décret ;
- le décret du 5 octobre 2017 modifiant le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes ;
- l'exposé des motifs et le commentaire des articles du décret ;
- l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 2011 relatif à la procédure et aux critères de sélection des projets remis dans le cadre du décret du 13 mars 2009, relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes, ci-après dénommé arrêté.

Les articles mentionnés ci-après sont ceux du décret du 13 mars 2009 ou de l'arrêté du Gouvernement du 29 septembre 2011.

Dans le cadre du présent appel à projets, il faut entendre par :

- Le Conseil : le Conseil de la transmission de la mémoire ;
- Dob : la Cellule de coordination pédagogique « Démocratie ou barbarie » au sein du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

1. Procédure de sélection des projets

Les dossiers éligibles doivent porter exclusivement sur des projets en lien avec la transmission de l'histoire des crimes perpétrés dans le cadre des entreprises coloniales des nations européennes contemporaines parmi lesquelles figure le cas de la Belgique au Congo-Rwanda-Burundi. Les présents appels visent aussi les crimes commis lors des mouvements d'indépendance des colonies à l'égard des métropoles.

Seules les candidatures remises par des personnes morales sans but lucratif dont le siège se situe sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles ou par des

établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Fédération Wallonie-Bruxelles sont recevables (Décret art. 15§1 / Arrêté art. 3§4).

Les projets éligibles peuvent consister en :

- la réalisation, l'exploitation et la valorisation de nouveaux témoignages ;
- la préservation, l'exploitation et la valorisation de témoignages existants.

Les candidats remettent un dossier à Dob qui en vérifie la recevabilité sans préjuger sur le fond. Un dossier est recevable :

- a) s'il est remis par une personne morale sans but lucratif dont le siège se situe sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles ou par un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- b) s'il est remis dans les délais fixés dans l'appel à candidatures ;
- c) si le document-type (voir 3. Eléments constitutifs du dossier de candidature) est rempli de manière complète.

Les dossiers recevables sont traités sur le fond par Dob qui analyse leur adéquation avec le contenu spécifique du présent appel, les critères fixés aux articles 1 et 15 du décret et avec l'article 4§1^{er} de l'arrêté (voir le point 3 *Eléments constitutifs du dossier de candidature / Données relatives au projet* du présent cahier des charges).

La cellule Dob, d'initiative ou à la demande des candidats, si elle le juge nécessaire, peut rendre visite aux candidats pour mieux appréhender le dossier.

Les membres du Conseil délibèrent sur la base des dossiers introduits par les candidats et des informations fournies par Dob.

Le Président du Conseil présente chaque projet aux membres du Conseil. Ces derniers examinent les projets et donnent leur appréciation. Les projets sont classés en trois catégories « A », « B » ou « C ».

- a) Catégorie A : projet accepté – considéré dans l'ensemble comme excellent et correspondant aux critères décrets et réglementaires.
- b) Catégorie B : projet recevable mais soumis à la discussion – considéré notamment comme non abouti, contenant des imprécisions ou des confusions, ne correspondant pas totalement aux critères décrets et réglementaires mais faisant preuve d'une démarche intéressante.
- c) Catégorie C : projet non retenu – considéré comme ne correspondant pas aux critères décrets et réglementaires, contenant des confusions, imprécisions et erreurs non admissibles.

Le Conseil peut, s'il le juge nécessaire, entendre les candidats. Le Conseil peut inviter des tiers pour l'éclairer dans ses travaux et ses réflexions.

Le Conseil remet au Gouvernement un avis motivé sur chaque candidature et une proposition de montant de subvention pour les projets qu'il propose de retenir. Dans son avis, le Conseil veille dans la mesure du possible à ce que l'ensemble des projets sélectionnés couvre les thématiques diverses et s'adresse à des publics diversifiés. Pour proposer le montant de la subvention, le Conseil tient compte de

la qualité du projet, au regard des critères énumérés dans les articles 1 et 15 du décret et dans l'article 4§1 de l'arrêté.

Sur la base de l'avis motivé du Conseil et de sa proposition de subvention, le Gouvernement sélectionne les projets et fixe le montant de la subvention qui leur est alloué.

Dob avertit les candidats non retenus par courrier.

Les candidats non retenus peuvent introduire un recours en suspension et/ou en annulation devant le Conseil d'Etat (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de l'envoi de la notification.

NB. La reconnaissance des projets par le Gouvernement interviendra dans le courant du **2ème trimestre 2023**. Les projets acceptés doivent être clôturés au plus tard le **1^{er} décembre 2023**.

2. Subventions

Pour autant que la somme des montants alloués aux projets sélectionnés par le Conseil atteigne 30.000 euros et dans la limite des crédits disponibles, un montant minimal de 30.000 euros est consacré au financement de l'ensemble des projets visant au recueil de témoignages (Décret art. 15 §3).

Le Ministre-Président et la Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire déterminent, après avis du Conseil, le montant alloué à chaque projet sélectionné (art. 15 §1).

La subvention accordée peut couvrir tout ou partie du budget prévu pour la réalisation du projet.

Les subventions ne sont octroyées que si les opérateurs et projets ne bénéficient pas d'autres subventions octroyées pour la même mission ou pour la même action, soit par la Fédération Wallonie-Bruxelles, soit par d'autres pouvoirs publics (art. 18).

Dans le dossier introduit, le candidat doit indiquer les subventions/financements obtenus ou sollicités auprès d'autorités publiques (en dehors de la présente demande) pour la réalisation du projet ainsi que leur affectation et utilisation précises.

3. Eléments constitutifs du dossier de candidature

Remarque : pour répondre au présent point 3, les candidats doivent utiliser exclusivement le formulaire de candidature électronique de la plateforme SUBside à compléter en ligne sur le site de Dob.

- **Données relatives au candidat :**

- nom du candidat ;
- statut juridique ;
- adresse ;

- personne responsable/de contact ;
- projets éventuels, déjà réalisés, relatifs aux thématiques couvertes par le décret.

• **Données relatives au projet :**

1. Nom du projet ;

2. Objectif principal du projet ;

3. Description du projet en 25 lignes maximum et adéquation de celui-ci avec le contenu du présent appel et les objectifs généraux du décret (art. 1^{er}) ;

4. Conformité du projet avec les critères suivants qui doivent permettre notamment de répondre à l'objet du décret et aux objectifs du présent appel, avec un souci de développement de la tolérance, du respect et de la citoyenneté, de garantir la qualité et la valeur des témoignages, la diversité des faits abordés et des publics ciblés et de garantir que l'exploitation du témoignage se fera dans le cadre d'un projet pédagogique (Décret art. 15§1 / Arrêté art. 4§1^{er}) :

- poursuivre : soit un objectif pédagogique à l'intention des acteurs de l'éducation et/ou des jeunes, soit un objectif d'information et de sensibilisation à destination du public ;
- être mené en collaboration avec des personnes spécialistes du sujet traité et/ou en partenariat avec d'autres personnes morales et institutions ;
- être accompagné d'une mise en contexte historique ;
- lorsque le projet est proposé par un établissement scolaire, il doit en outre : être approuvé par le chef d'établissement, s'inscrire dans une approche de l'apprentissage par compétences telles que définies dans les référentiels de base, être mené dans une optique pluridisciplinaire et idéalement interdisciplinaire ;
- lorsque le projet est proposé par une personne morale sans but lucratif, il doit faire partie intégrante des axes d'actions de cette dernière.

5. Public(s) cible(s) ;

6. Calendrier et contenu des différentes étapes du projet : préparation- réalisation- exploitation. Les projets doivent être clôturés au plus tard le **1^{er} décembre 2023** ;

7. Caractère innovant du projet ;

8. Production(s) prévue(s) et support(s) envisagé(s) ;

9. Canaux de diffusion envisagés ;

10. Critères objectifs permettant d'évaluer le projet et les effets escomptés ;

11. Suites envisagées/effets multiplicateurs supposés du projet.

- **Données relatives au budget**

Budget (recettes / dépenses) ventilé en rubriques /postes distinct(e)s couvrant les différents aspects de la réalisation du projet.

Description précise de l'affectation et de l'utilisation de la subvention demandée dans le cadre du présent appel à projets.

La subvention ne peut être octroyée que si le candidat ne bénéficie pas d'autres subventions octroyées pour la même rubrique ou le même poste, soit par la Fédération Wallonie-Bruxelles, soit par d'autres pouvoirs publics (art. 18).

Dans le dossier introduit, le candidat doit indiquer les subventions/ financements obtenus ou sollicités auprès d'autorités publiques (en dehors de la présente demande) pour la réalisation du projet ainsi que leur affectation et utilisation précises.

4. Modalités de candidature

Cet appel à projets est ouvert du 15 décembre 2022 au 31 janvier 2023.

La candidature doit être introduite en remplissant obligatoirement le formulaire électronique de la plateforme SUBside accessible sur le site : www.decretmemoire.cfwb.be / www.democratieoubarbarie.cfwb.be

Date limite : 31 janvier 2023.

Pour davantage d'informations :

Démocratie ou barbarie

Irena DALOISIO
Tel : 02/ 413.21.83
Courriel : **irena.daloisio@cfwb.be**

Belen SANCHEZ LOPEZ
Tel : 02/ 690.83.53
Courriel : **belen.sanchezlopez@cfwb.be**

Benjamin VAN CUTSEM
Courriel : **benjamin.vancutsem@cfwb.be**

APPEL A PROJETS VISANT À ORGANISER DES SEMINAIRES A DESTINATION DES ENSEIGNANTS OU DES VISITES DE LIEUX DE MEMOIRE : CAHIER DES CHARGES

Dans le cadre du décret la Fédération Wallonie-Bruxelles lance un appel à projets visant à organiser des séminaires à destination des enseignants ou des visites de lieux de mémoire, en lien avec l'objet du décret (art. 16) et les thématiques du présent appel.

Pour les développements, il est renvoyé au site de la Cellule de coordination pédagogique Démocratie ou barbarie et du Conseil de la transmission de la mémoire (www.decretmemoire.cfwb.be / www.democratieoubarbarie.cfwb.be) sur lequel sont consultables :

- le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes, ci-après dénommé le décret ;

- le décret du 5 octobre 2017 modifiant le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes.

- l'exposé des motifs et le commentaire des articles du décret.

- l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 2011 relatif à la procédure et aux critères de sélection des projets remis dans le cadre du décret du 13 mars 2009, relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes, ci-après dénommé l'arrêté.

Les articles mentionnés ci-après sont ceux du décret du 13 mars 2009 modifié ou de l'arrêté du Gouvernement du 29 septembre 2011.

Dans le cadre du présent appel à projets, il faut entendre par :

- Le Conseil : le Conseil de la transmission de la mémoire ;
- Dob : la Cellule de coordination pédagogique « Démocratie ou barbarie » au sein du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

1. Procédure de sélection des projets

Les dossiers éligibles doivent porter exclusivement sur des projets en lien avec la transmission de l'histoire des crimes perpétrés dans le cadre des entreprises coloniales des nations européennes contemporaines parmi lesquelles figure le cas de la Belgique au Congo-Rwanda-Burundi. Les présents appels visent aussi les crimes commis lors des mouvements d'indépendance des colonies à l'égard des métropoles.

Seules les candidatures remises par des personnes morales sans but lucratif dont le siège se situe sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles ou par des établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Fédération Wallonie-Bruxelles sont recevables (Décret art. 16§1 / Arrêté art. 3§4).

Les projets éligibles peuvent consister en :

- Des visites de lieux : approche / appropriation des traces mémorielles matérielles qui valorisent, d'une manière ou d'une autre la production et la transmission de témoignages et d'œuvres d'art, à la fois comme traces des crimes couverts par le décret mais aussi comme actes de résistance posés contre ces crimes.
- L'organisation de séminaires à l'intention des enseignants sur les thématiques spécifiques de l'appel.

Les candidats remettent un dossier à Dob qui en vérifie la recevabilité sans préjuger sur le fond. Un dossier est recevable :

- a) s'il est remis par une personne morale sans but lucratif dont le siège se situe sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles ou par un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- b) s'il est remis dans les délais fixés dans l'appel à candidatures ;
- c) si le document-type (voir 3. Eléments constitutifs du dossier de candidature) est rempli de manière complète.

Les dossiers recevables sont traités sur le fond par Dob qui analyse leur adéquation avec le contenu spécifique du présent appel, les critères fixés aux articles 1 et 16 du décret et avec l'article 4§2 et 3 de l'arrêté (voir le point 3 *Eléments constitutifs du dossier de candidature / Données relatives au projet* du présent cahier des charges).

Dob, d'initiative ou à la demande des candidats, si elle le juge nécessaire, peut rendre visite aux candidats pour mieux appréhender le dossier.

Les membres du Conseil délibèrent sur la base des dossiers introduits par les candidats et des informations fournies par Dob.

Le Président du Conseil présente chaque projet aux membres du Conseil. Ces derniers examinent les projets et donnent leur appréciation. Les projets sont classés en trois catégories « A », « B » ou « C ».

- a) Catégorie A : projet accepté – considéré dans l'ensemble comme excellent et correspondant aux critères décrets et réglementaires.
- b) Catégorie B : projet recevable mais soumis à la discussion – considéré notamment comme non abouti, contenant des imprécisions ou des confusions, ne correspondant pas totalement aux critères décrets et réglementaires mais faisant preuve d'une démarche intéressante.

- c) Catégorie C : projet non retenu – considéré comme ne correspondant pas aux critères décrets et réglementaires, contenant des confusions, imprécisions et erreurs non admissibles.

Le Conseil peut, s'il le juge nécessaire, entendre les candidats. Le Conseil peut inviter des tiers pour l'éclairer dans ses travaux et ses réflexions.

Le Conseil remet au Gouvernement un avis motivé sur chaque candidature et une proposition de montant de subvention pour les projets qu'il propose de retenir. Dans son avis, le Conseil veille dans la mesure du possible à ce que l'ensemble des projets sélectionnés couvre les thématiques diverses et s'adresse à des publics diversifiés. Pour proposer le montant de la subvention, le Conseil tient compte de la qualité du projet, au regard du contenu spécifique de l'appel et des critères énumérés dans les articles 1 et 16 du décret et dans l'article 4§2 et 3 de l'arrêté.

Sur la base de l'avis motivé du Conseil et à sa proposition de subvention, le Gouvernement sélectionne les projets et fixe le montant de la subvention qui leur est alloué.

Dob avertit les candidats non retenus par courrier.

Les candidats non retenus peuvent introduire un recours en suspension et/ou en annulation devant le Conseil d'Etat (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de l'envoi de la notification.

NB. La reconnaissance des projets par le Gouvernement interviendra dans le courant du **2ème trimestre 2023**. Les projets acceptés doivent être clôturés au plus tard le **1^{er} décembre 2023**.

2. Subventions

Pour autant que la somme des montants alloués aux projets sélectionnés par le Conseil atteigne 60.000 euros et dans la limite des crédits disponibles, un montant minimal de 60.000 euros est consacré au financement de l'ensemble des projets de visites de lieux de mémoire et de séminaires à destination des enseignants (art. 16 §2).

Le Ministre-Président et la Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire déterminent, après avis du Conseil, le montant alloué à chaque projet sélectionné (art. 16 §1).

La subvention accordée peut couvrir tout ou une partie du budget prévu pour la réalisation du projet.

Les subventions ne sont octroyées que si les opérateurs et projets ne bénéficient pas d'autres subventions octroyées pour la même mission ou pour la même action, soit par la Fédération Wallonie-Bruxelles, soit par d'autres pouvoirs publics (art. 18).

Dans le dossier introduit, le candidat doit indiquer les subventions/financements obtenus ou sollicités auprès d'autorités publiques (en dehors de la présente

demande) pour la réalisation du projet ainsi que leur affectation et utilisation précises.

3. Eléments constitutifs du dossier de candidature

Remarque : pour répondre au présent point 3, les candidats doivent utiliser exclusivement le formulaire de candidature électronique de la plateforme SUBside à compléter en ligne sur le site de Dob.

- **Données relatives au candidat :**
 - nom du candidat ;
 - statut juridique ;
 - adresse ;
 - personne responsable/de contact ;
 - projets éventuels, déjà réalisés, relatifs aux thématiques couvertes par le décret.

- **Données relatives au projet s'il s'agit de visites de lieux de mémoire:**
 1. Nom du projet ;
 2. Objectif principal du projet ;
 3. Description du projet en 25 lignes maximum et adéquation de celui-ci avec le contenu du présent appel et les objectifs généraux du décret (art. 1^{er}) ;
 4. Conformité du projet avec les critères suivants qui doivent permettre notamment de répondre à l'objet du décret et aux objectifs du présent appel, avec un souci de développement de la tolérance, du respect et de la citoyenneté, de garantir la diversité des publics ciblés et de garantir qu'une préparation préalable à la visite, qu'une réflexion interactive durant la visite et qu'une exploitation après la visite seront effectuées (Décret art. 16 §1 / Arrêté art. 4§2) :
 - poursuivre : soit un objectif pédagogique à l'intention des acteurs de l'éducation et/ou des jeunes, soit un objectif d'information et de sensibilisation à destination du public ;
 - être mené en collaboration avec des personnes spécialistes du sujet traité et/ou en partenariat avec d'autres personnes morales et institutions ;
 - être accompagné d'une mise en contexte historique préalable à la visite ;
 - faire l'objet d'une réflexion interactive durant la visite ;
 - être suivi d'une exploitation pédagogique ;

- lorsque le projet est proposé par un établissement scolaire, il doit en outre : être approuvé par le chef d'établissement, s'inscrire dans une approche de l'apprentissage par compétences telles que définies dans les référentiels de base, être mené dans une optique pluridisciplinaire et idéalement interdisciplinaire ;
- lorsque le projet est proposé par une personne morale sans but lucratif, il doit faire partie intégrante des axes d'actions de cette dernière.

5. Motifs du choix du/des lieu(x) visité(s) ;

6. Calendrier et contenu des différentes étapes du projet : préparation – réalisation – exploitation. Les projets doivent être clôturés au plus tard le **1er décembre 2023** ;

7. Support(s) et documents destinés à être utilisés et/ou remis aux participants dans le cadre du projet ;

8. Public(s) cible(s) ;

9. Critères objectifs permettant d'évaluer le projet et les effets escomptés ;

10. Suites envisagées/effets multiplicateurs supposés du projet.

• **Données relatives au projet s'il s'agit d'organisation de séminaires à destination des enseignants.**

1. Nom du projet ;

2. Objectif principal du projet ;

3. Description du projet en 25 lignes maximum et adéquation de celui-ci avec le contenu du présent appel et les objectifs généraux du décret (art. 1^{er}) ;

4. Conformité du projet avec les critères suivants qui doivent permettre notamment de répondre à l'objet du décret et aux objectifs du présent appel, avec un souci de développement de la tolérance, du respect et de la citoyenneté, de garantir la diversité des publics ciblés et de garantir qu'une préparation préalable au séminaire, qu'une réflexion interactive durant le séminaire et qu'une exploitation après le séminaire seront effectuées (Décret art. 16 §1 / Arrêté art. 4§3) :

- poursuivre un objectif de formation à destination des enseignants en formation initiale et continue ;
- être mené en collaboration avec des personnes spécialistes du sujet traité et/ou en partenariat avec d'autres personnes morales et institutions ;
- lorsque le projet est proposé par un établissement scolaire, il doit en outre : être approuvé par le chef d'établissement, s'inscrire dans une approche de l'apprentissage par compétences telles que définies dans les référentiels de

base, être mené dans une optique pluridisciplinaire et idéalement interdisciplinaire ;

- lorsque le projet est proposé par une personne morale sans but lucratif, il doit faire partie intégrante des axes d'actions de cette dernière.

5. Motiver le choix du thème pour le séminaire proposé. Préciser le caractère innovant du projet ;

6. Programme, contenu du séminaire ;

7. Calendrier et contenu des différentes étapes du projet: préparation – réalisation – exploitation. Les projets doivent être clôturés au plus tard le **1er décembre 2023** ;

8. Support(s) et documents destinés à être utilisés et/ou remis aux participants dans le cadre du projet ;

9. Public(s) cible(s) ;

10. Critères objectifs permettant d'évaluer le projet et les effets escomptés ;

11. Suites envisagées/effets multiplicateurs supposés du projet.

- **Données relatives au budget :**

Budget (recettes / dépenses) ventilé en rubriques /postes distinct(e)s couvrant les différents aspects de la réalisation du projet.

Description précise de l'affectation et de l'utilisation de la subvention demandée dans le cadre du présent appel à projets.

La subvention ne peut être octroyée que si le candidat ne bénéficie pas d'autres subventions octroyées pour la même rubrique ou le même poste, soit par la Fédération Wallonie-Bruxelles, soit par d'autres pouvoirs publics (art. 18).

Dans le dossier introduit, le candidat doit indiquer les subventions/ financements obtenus ou sollicités auprès d'autorités publiques (en dehors de la présente demande) pour la réalisation du projet ainsi que leur affectation et utilisation précises.

4. Modalités de candidature

Cet appel à projets est ouvert du 15 décembre 2022 au 31 janvier 2023.

La candidature doit être introduite en remplissant obligatoirement le formulaire électronique de la plateforme SUBside accessible sur le site : www.decretmemoire.cfwb.be / www.democratieoubarbarie.cfwb.be

Date limite: 31 janvier 2023.

Pour davantage d'informations :

Démocratie ou barbarie

Irena DALOISIO
Tel : 02/ 413.21.83
Courriel : **irena.daloisio@cfwb.be**

Belen SANCHEZ LOPEZ
Tel: 02/ 690.83.53
Courriel: **belen.sanchezlopez@cfwb.be**

Benjamin VAN CUTSEM
Courriel : **benjamin.vancutsem@cfwb.be**

APPEL A PROJETS EN LIEN AVEC L'OBJET DU DECRET A L'EXCLUSION DES PROJETS VISES PAR LES ARTICLES 15 ET 16 DU DECRET : CAHIER DES CHARGES

Dans le cadre du décret, la Fédération Wallonie-Bruxelles lance un appel à projets en lien avec l'objet du décret et les thématiques du présent appel. Les projets visant à recueillir, à valoriser, à exploiter ou à préserver des témoignages en lien avec l'objet du décret et les projets visant à organiser des séminaires à destination des enseignants ou des visites de lieux de mémoire et, en lien avec l'objet du décret ne peuvent pas être remis dans le cadre du présent appel à projets (art. 17).

Pour les développements, il est renvoyé au site de la Cellule de coordination pédagogique Démocratie ou barbarie et du Conseil de la transmission de la mémoire (www.decretmemoire.cfwb.be / www.democratieoubarbarie.cfwb.be) sur lequel sont consultables :

- le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes, ci-après dénommé décret ;

- le décret du 5 octobre 2017 modifiant le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes.

- l'exposé des motifs et le commentaire des articles du décret.

- l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 2011 relatif à la procédure et aux critères de sélection des projets remis dans le cadre du décret du 13 mars 2009, relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes, ci-après dénommé arrêté.

Les articles mentionnés ci-après sont ceux du décret du 13 mars 2009 modifié ou de l'arrêté du Gouvernement du 29 septembre 2011.

Dans le cadre du présent appel à projets, il faut entendre par :

- Le Conseil : le Conseil de la transmission de la mémoire ;
- Dob : la Cellule de coordination pédagogique « Démocratie ou barbarie » au sein du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

1. Procédure de sélection des projets

Les dossiers éligibles doivent porter exclusivement sur des projets en lien avec la transmission de l'histoire des crimes perpétrés dans le cadre des entreprises coloniales des nations européennes contemporaines parmi lesquelles figure le cas de la Belgique au Congo-Rwanda-Burundi. Les

présents appels visent aussi les crimes commis lors des mouvements d'indépendance des colonies à l'égard des métropoles.

Seules les candidatures remises par des personnes morales sans but lucratif dont le siège se situe sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles ou par des établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Fédération Wallonie-Bruxelles sont recevables (Décret art. 17§1 / Arrêté art 3§4).

Les projets éligibles doivent avoir un lien avec l'objet du décret et les objectifs du présent appel. Ils ne peuvent s'apparenter aux projets visés aux articles 15 (recueil de témoignages) et 16 (visites de lieux de mémoire et organisation de séminaires) du décret.

Les projets éligibles portent sur la réalisation de productions pouvant notamment revêtir les formes suivantes : dossiers pédagogiques, exposition, représentation théâtrale, production audio-visuelle, publication, activités de sensibilisation et d'information.

Dans tous les cas, ces productions devront comporter obligatoirement un volet pédagogique exploitable en milieu scolaire et/ou par le secteur associatif.

Les candidats remettent un dossier à Dob qui en vérifie la recevabilité sans préjuger sur le fond. Un dossier est recevable :

- a) s'il est remis par une personne morale sans but lucratif dont le siège se situe sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles ou par un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- b) s'il est remis dans les délais fixés dans l'appel à candidatures ;
- c) si le document-type (voir 3. Eléments constitutifs du dossier de candidature) est rempli de manière complète.

Les dossiers recevables sont traités sur le fond par Dob qui analyse leur adéquation avec le contenu spécifique du présent appel, les critères fixés aux articles 1 et 17 du décret et avec l'article 4§4 de l'arrêté (voir le point 3 *Eléments constitutifs du dossier de candidature / Données relatives au projet* du présent cahier des charges).

Dob, d'initiative ou à la demande des candidats, si elle le juge nécessaire, peut rendre visite aux candidats pour mieux appréhender le dossier.

Les membres du Conseil délibèrent sur la base des dossiers introduits par les candidats et des informations fournies par Dob.

Le Président du Conseil présente chaque projet aux membres du Conseil. Ces derniers examinent les projets et donnent leur appréciation. Les projets sont classés en trois catégories « A », « B » ou « C ».

- a) Catégorie A : projet accepté – considéré dans l'ensemble comme excellent et correspondant aux critères décrets et réglementaires.
- b) Catégorie B : projet recevable mais soumis à la discussion – considéré notamment comme non abouti, contenant des imprécisions ou des

confusions, ne correspondant pas totalement aux critères décrets et réglementaires mais faisant preuve d'une démarche intéressante.

- c) Catégorie C : projet non retenu – considéré comme ne correspondant pas aux critères décrets et réglementaires, contenant des confusions, imprécisions et erreurs non admissibles.

Le Conseil peut, s'il le juge nécessaire, entendre les candidats. Le Conseil peut inviter des tiers pour l'éclairer dans ses travaux et ses réflexions.

Le Conseil remet au Gouvernement un avis motivé sur chaque candidature et une proposition de montant de subvention pour les projets qu'il propose de retenir. Dans son avis, le Conseil veille dans la mesure du possible à ce que l'ensemble des projets sélectionnés couvre les thématiques diverses et s'adresse à des publics diversifiés. Pour proposer le montant de la subvention, le Conseil tient compte de la qualité du projet, au regard du contenu spécifique de l'appel et des critères énumérés dans les articles 1 et 17 du décret et dans l'article 4§4 de l'arrêté.

Sur la base de l'avis motivé du Conseil et à sa proposition de subvention, le Gouvernement sélectionne les projets et fixe le montant de la subvention qui leur est alloué.

La Cellule de coordination pédagogique avertit les candidats non retenus par courrier.

Les candidats non retenus peuvent introduire un recours en suspension et/ou en annulation devant le Conseil d'Etat (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de l'envoi de la notification.

NB. La reconnaissance des projets par le Gouvernement interviendra dans le courant du **2ème trimestre 2023**. Les projets acceptés doivent être clôturés au plus tard le **1^{er} décembre 2023**.

2. Subventions

Pour autant que la somme des montants alloués aux projets sélectionnés par le Conseil atteigne 30.000 euros et dans la limite des crédits disponibles, un montant minimal de 30.000 euros est consacré au financement de l'ensemble des projets sélectionnés (art. 17 §2).

Le Ministre-Président et la Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire déterminent, après avis du Conseil, le montant alloué à chaque projet sélectionné (art. 17 §1).

La subvention accordée peut couvrir tout ou une partie du budget prévu pour la réalisation du projet.

Les subventions ne sont octroyées que si les opérateurs et projets ne bénéficient pas d'autres subventions octroyées pour la même mission ou pour la même action, soit par la Fédération Wallonie-Bruxelles, soit par d'autres pouvoirs publics (art. 18).

Dans le dossier introduit, le candidat doit indiquer les subventions/financements obtenus ou sollicités auprès d'autorités publiques (en dehors de la présente demande) pour la réalisation du projet ainsi que leur affectation et utilisation précises.

3. Eléments constitutifs du dossier de candidature

Remarque : pour répondre au présent point 3, les candidats doivent utiliser exclusivement le formulaire de candidature électronique de la plateforme SUBside à compléter en ligne sur le site de DOB.

- **Données relatives au candidat:**

- nom du candidat;
- statut juridique ;
- adresse ;
- personne responsable/de contact ;
- projets éventuels, déjà réalisés, relatifs aux thématiques couvertes par le décret.

- **Données relatives au projet :**

1. Nom du projet ;

2. Objectif principal du projet ;

3. Description du projet en 25 lignes maximum et adéquation de celui-ci avec le contenu du présent appel et les objectifs généraux du décret (art. 1^{er}) ;

4. Conformité du projet avec les critères suivants qui doivent permettre notamment de répondre à l'objet du décret et aux objectifs du présent appel, avec un souci de développement de la tolérance, du respect et de la citoyenneté, de garantir la diversité des publics ciblés et de vérifier l'intérêt pédagogique de l'activité (Décret art. 17 §1 / Arrêté art. 4§4) :

- poursuivre : soit un objectif pédagogique à l'intention des acteurs de l'éducation et/ou des jeunes, soit un objectif d'information et de sensibilisation à destination du public ;
- être mené en collaboration avec des personnes spécialistes du sujet traité et/ou en partenariat avec d'autres personnes morales et institutions ;
- être accompagné d'une mise en contexte historique ;
- lorsque le projet est proposé par un établissement scolaire, il doit en outre : être approuvé par le chef d'établissement, s'inscrire dans une approche de l'apprentissage par compétences telles que définies dans les référentiels de base, être mené dans une optique pluridisciplinaire et idéalement interdisciplinaire ;
- lorsque le projet est proposé par une personne morale sans but lucratif, il doit faire partie intégrante des axes d'actions de cette dernière.

Les candidats devront plus particulièrement démontrer l'intérêt pédagogique du projet.

5. Motifs du choix du thème abordé et de la forme retenue ;
6. Calendrier et contenu des différentes étapes du projet : préparation – réalisation – exploitation. Les projets doivent être clôturés au plus tard le **1er décembre 2023** ;
7. Caractère innovant du projet ;
8. Support(s) et documents destinés à être utilisés et/ou remis aux participants dans le cadre du projet ;
9. Public(s) cible(s) ;
10. Critères objectifs permettant d'évaluer le projet et les effets escomptés ;
11. Suites envisagées/effets multiplicateurs supposés du projet.

- **Données relatives au budget :**

Budget (recettes / dépenses) ventilé en rubriques /postes distinct(e)s couvrant les différents aspects de la réalisation du projet.

Description précise de l'affectation et de l'utilisation de la subvention demandée dans le cadre du présent appel à projets.

La subvention ne peut être octroyée que si le candidat ne bénéficie pas d'autres subventions octroyées pour la même rubrique ou le même poste, soit par la Fédération Wallonie-Bruxelles, soit par d'autres pouvoirs publics (art. 18).

Dans le dossier introduit, le candidat doit indiquer les subventions/ financements obtenus ou sollicités auprès d'autorités publiques (en dehors de la présente demande) pour la réalisation du projet ainsi que leur affectation et utilisation précises.

4. Modalités de candidature

Cet appel à projets est ouvert du 15 décembre 2022 au 31 janvier 2023.

La candidature doit être introduite en remplissant obligatoirement le formulaire électronique de la plateforme SUBside accessible sur le site : www.decretmemoire.cfwb.be / www.democratieoubarbarie.cfwb.be

Date limite : 31 janvier 2023.

Pour davantage d'informations :

Démocratie ou barbarie

Irena DALOISIO

Tel : 02/ 413.21.83

Courriel : **irena.daloisio@cfwb.be**

Belen SANCHEZ LOPEZ

Tel: 02/ 690.83.53

Courriel: **belen.sanchezlopez@cfwb.be**

Benjamin VAN CUTSEM

Courriel : **benjamin.vancutsem@cfwb.be**